

À HELSINKI, STOCKHOLM, ROME, LA HAYE...

Droites en fusion

Longtemps, les grands partis européens ont formé un cordon sanitaire autour de l'extrême droite. Mais à mesure que celle-ci a progressé, la barrière s'est dissoute. Et des idées xénophobes, autoritaires sont devenues le lot commun d'un ensemble politique de plus en plus imposant. Les droites extrêmes sans frontières domineront-elles bientôt le paysage politique de l'Union européenne ?

PAR GRÉGORIE RZEPSKI

La chose semble entendue : l'Europe bascule vers la droite extrême. Cette dernière siège déjà aux gouvernements italien, hongrois, slovaque, croate, finlandais, bientôt au néerlandais. Elle fait partie de la coalition majoritaire en Suède. Ailleurs, elle réussit des percées, comme au Portugal en mars dernier. L'hebdomadaire britannique *The Economist* observe que « plus de 20% des sondés dans quinze des vingt-sept États membres de l'Union européenne, dont tous les grands pays à l'exception de l'Espagne », éprouvent de la sympathie pour les partis de la « droite dure (1) ». Dans d'autres colonnes, on lira « populiste », « illibérale », « nativiste », « nationaliste »... Difficile en effet de la nommer, de parler d'elle. Peut-être parce qu'à première vue on y trouve un peu de tout.

Les Espagnols de Vox ou les Portugais de Chega adhèrent au néolibéralisme ; les Démocrates de Suède ou les Vrais Finlandais regrettent l'État-providence. De 2015 à 2023, Droit et justice (PiS) a attenté aux libertés des Polonais mais aussi redistribué ; et, à sa droite, la Confédération Liberté et indépendance le lui reproche. Cette formation représentée à la Diète depuis 2019 cherche à peine à dissimuler un antisémitisme contre lequel les dirigeants du Rassemblement national (RN) ont défilé à Paris en novembre. À Rome, en mars, le président Volodymyr Zelensky a remercié la présidente du conseil Giorgia Meloni de son soutien. Le Parti national slovaque (SNS) et le Fidesz hongrois critiquent l'aide militaire à l'Ukraine. Comme la Lega de M. Matteo Salvini. En Italie, en Pologne ou en France, de fait, l'ampleur de l'espace à la droite de la droite encourage une offre plurielle.

À l'échelle du continent, le nuancier de bruns, de noirs, de bleus procède plutôt de l'histoire, de la géographie, de la position du pays dans la division internationale du travail, voire de la place accordée aux femmes ou à la famille traditionnelle. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) reproche aux Allemandes de trop avorter, à rebours d'un RN devenu favorable à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Mais en phase avec Fratelli d'Italia. Mme Meloni s'oppose aussi à l'inscription des enfants de couples du même sexe à l'état civil, tandis que Mme Le Pen a fini par accepter le mariage pour tous. M. Geert Wilders, lui, n'a jamais abandonné la cause gay.

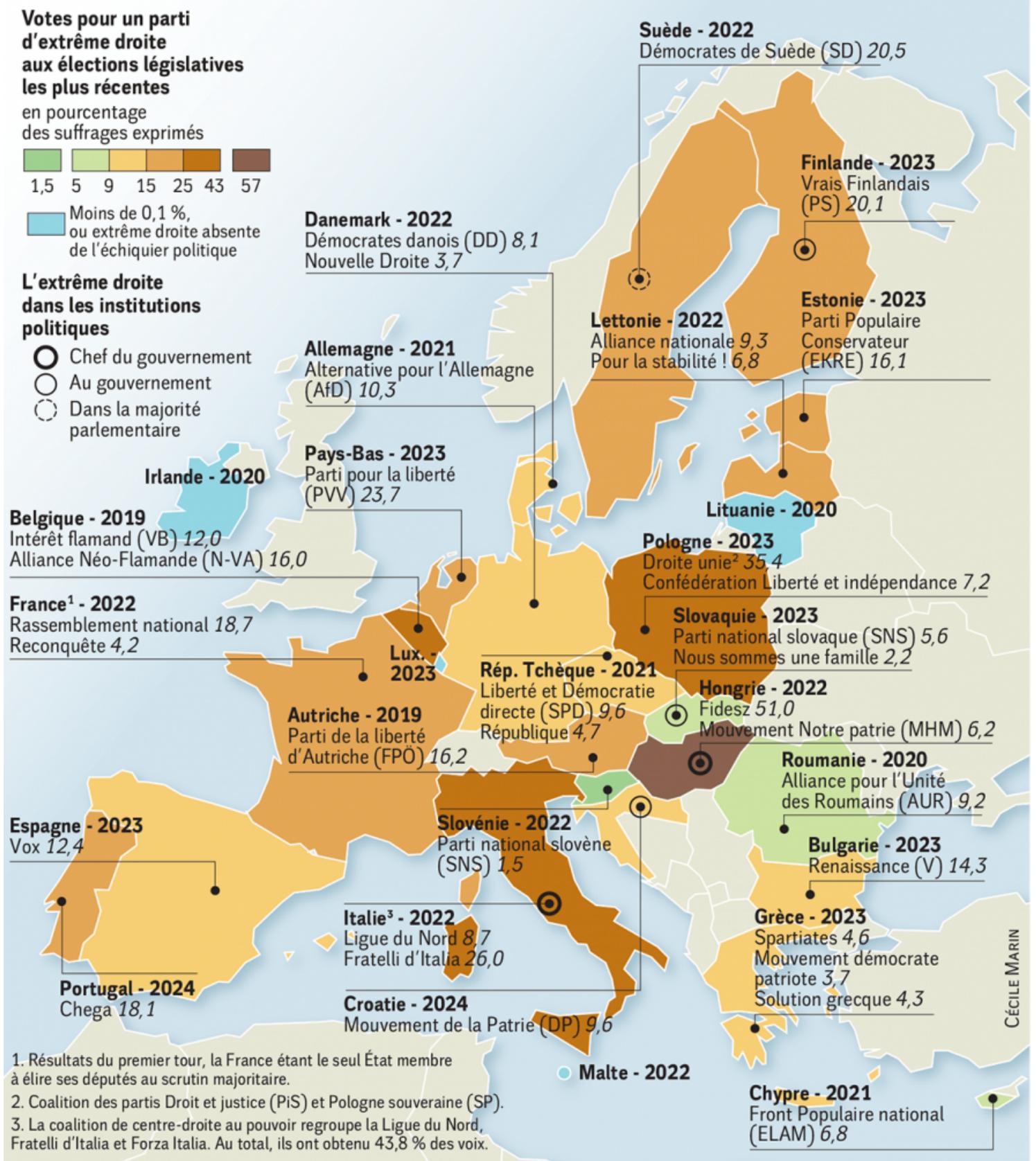
Cet engagement du président du Parti pour la liberté (PVV) néerlandais tient à sa haine féroce de musulmans qu'il juge intolérants. Sans toujours égaler cette phobie, les autres dirigeants européens de la même mouvance rejettent l'islam et les immigrés. Au-delà de leurs divergences, ou des nuances, ils partagent à coup sûr une ligne — défendre le « véritable Occident » —, un projet — la préférence

identitaire — et une stratégie — former un nouveau bloc majoritaire avec une droite dont ils aspireraient à terme cadres, militants et électeurs. Car la période la plus récente se caractérise par la radicalisation de pans entiers du centre, du libéralisme politique, de la démocratie chrétienne ou du conservatisme. Et, à cet égard, il faut interroger l'évidence assénée par des commentateurs affolés : est-ce vraiment l'Europe tout entière qui chavire ? Dans l'immédiat, ne serait-ce pas plutôt la droite européenne qui se rallie à l'extrême droite, ou qui se radicalise en vue d'une alliance avec elle ?

Non aux punks à chien

Saisir cette convergence implique de revenir au début des années 2010. Alors les droites radicales s'entendaient déjà sur le rejet de l'immigration, mais divergeaient sur leur rapport à l'intégration européenne. Dans les circonstances de la crise des dettes souveraines, les nationalistes du Sud contestaient l'austérité décidée à Berlin et à Bruxelles, par exemple la Lega italienne ou les Grecs indépendants, qui soutenaient une gauche radicale à Athènes... dont le Front national (FN) français prétendait se réjouir du triomphe. En Allemagne, à l'inverse, l'AfD se lançait contre les plans de sauvegarde de la Grèce et pour la sortie de l'euro. Encore dirigés par des libéraux modérés, les gouvernements polonais, slovaque ou tchèque soutenaient quant à eux la discipline budgétaire imposée à Athènes par Berlin, leur premier partenaire commercial.

Tout bascule au cours de l'année 2015. Mais en deux temps. Le 20 août, malgré le refus du chantage de Bruxelles exprimé lors du référendum du 5 juillet, le gouvernement de M. Alexis Tsipras renonce à affronter la Commission européenne (2). Les adversaires du projet fédéraliste éprouvent leur impuissance à l'affronter, et plus encore la difficulté à s'en émanciper. Les plus à droite d'entre eux vont cependant vite trouver un nouveau champ de bataille. Grâce à Mme Angela Merkel. Le 31 août, la chancelière décide l'ouverture de ses frontières à près d'un million de réfugiés syriens, avant que le Conseil européen n'acte la relocalisation de 160 000 migrants supplémentaires dans d'autres États membres. Ces décisions suscitent la fureur des Polonais et des Hongrois. Pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre en Allemagne, estiment-ils, l'Union renonce à les protéger d'une immigration musulmane, et leur fait la morale (3). En octobre 2015, le PiS obtient la majorité absolue à la Diète. Quatre mois après le lancement par la Commission d'une procédure pour contraindre Budapest, Prague et Varsovie à prendre leur part de l'accueil, Liberté et démocratie directe (SPD) fait une percée aux législatives tchèques en octobre 2017. Puis en avril 2018 le Fidesz hongrois obtient 133 sièges sur 199 au Parlement.



Droites extrêmes sans frontières

CÉCILE MARIN

Aux régionales de décembre 2015, la coïncidence d'un afflux de réfugiés syriens sur le Vieux Continent avec les attentats islamistes de janvier et de novembre en région parisienne favorise le vote de près de sept millions de Français pour le FN. Soit plus de trois fois le nombre de voix obtenues au même scrutin en 2010. Le Parti populaire danois (DF) termine deuxième aux élections au Parlement en 2015. Le Vlaams Belang revient sur le devant de la scène flamande aux élections communales belges en 2018. Mais, dans les années qui suivent, les droites radicales des pays occidentaux procèdent surtout à un ajustement stratégique. Les unes après les autres, elles s'emparent du contre-modèle d'Europe des

nations du Fidesz et du PiS. M^{mes} Le Pen et Meloni se satisferont désormais d'une simple zone de libre-échange entre États souverains ; a fortiori après un laborieux Brexit, elles n'éprouvent plus le besoin de quitter une communauté qui, grâce entre autres à M. Viktor Orbán, tend à devenir une arène de débats culturels ou identitaires, à propos de l'immigration ou de la sécurité.

La controverse sur le « grand remplacement » n'a pas été relancée par l'arrivée de millions de réfugiés ukrainiens en Europe. Mais la guerre, qui avait fait fuir ces familles blanches, et surtout chrétiennes, a aussi renchéri le coût des matières premières et aggravé l'inflation. Depuis 2022, un peu partout, l'extrême droite parvient à détourner la colère née des augmentations du coût du carburant ou du chauffage contre l'écologie et ceux qui la défendent. Halte à la « *propagande climatique [qui dit] quoi faire et quoi manger* », aux « *punks à chien* » qui jettent de la « *sauce tomate sur La Joconde* », s'exaspérait M. Éric Zemmour en mars ; halte à l'« *hystérie irrationnelle du CO2 qui détruit structurellement notre société, notre culture et nos modes de vie* », martelait déjà l'AfD en 2023, alors que les Verts allemands tentaient d'interdire les chaudières au gaz et au fioul (4).

Les droites radicales poursuivent désormais un même objectif malgré leurs différences : défendre ce fameux « mode de vie » résumé par le slogan de la Confédération Liberté et indépendance en Pologne, « *une maison, une pelouse, un barbecue, deux voitures, des vacances* » ; toutes dénoncent des idéologies — islamiste, écologiste, wokiste, globaliste — qui leur paraissent concourir à anéantir la civilisation ou à l'ensauvager. « *La question fondamentale de notre époque est de savoir si l'Occident a la volonté de survivre* », affirmait le président Donald Trump en Pologne en 2017.

Le PiS, le Fidesz, le RN et l'ensemble de l'extrême droite européenne partagent ce postulat, qui présente au moins trois avantages à leurs yeux. Celui de combiner « bon sens » et transgression, quand il redevient possible de dire ce que tout le monde — ou presque — penserait en silence. Celui d'être tout-terrain et de s'emparer avec une apparence de cohérence de n'importe quel sujet, de la transidentité, figure ultime de la décadence, au conflit au Proche-Orient — « *Si Jérusalem tombe aux mains des musulmans, s'inquiétait déjà M. Wilders en 2010, Athènes et Rome suivront, Jérusalem est la principale ligne de défense de l'Occident* (5). » L'avantage enfin de piéger les adversaires politiques.

La réponse de l'extrême droite à la crise sociale lui confère en effet un double ascendant sur la gauche : l'efficacité jamais démentie de la dénonciation d'un bouc émissaire ; la division de classes populaires que les progressistes aimeraient unir. Et ses positions n'effraient plus une droite elle-même radicalisée par l'érosion de son assise dans la société (6). Que de chemin parcouru... En 2000, la participation du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) de Jörg Haider au gouvernement autrichien suscitait l'opprobre des libéraux ou des démocrates-chrétiens du continent. Le président Jacques Chirac dénonçait une idéologie opposée aux « *valeurs d'humanisme et de respect de la dignité de l'homme* ». En 2024, Les Républicains (LR) — dépositaires politiques de M. Chirac — ont comme tête de liste M. François-Xavier Bellamy, qui, disait-il, aurait voté pour M. Zemmour au second tour de la présidentielle s'il s'était retrouvé face à M. Emmanuel Macron.

La proposition du candidat Reconquête de créer un ministère de la remigration avait fait (un peu) scandale en mars 2022. Le 15 mai dernier, quinze États membres ont écrit à la Commission européenne pour demander une politique migratoire plus ferme encore ; et, aux côtés de l'Italie, des gouvernements de droite, centristes ou même sociaux-démocrates dans les cas danois et roumain, en viennent à prôner le transfert de demandeurs d'asile vers des pays tiers, sur le modèle de l'accord passé par les conservateurs britanniques avec le Rwanda. La France n'a pas signé cette requête mais s'est associée à sa rédaction. De manière plus générale, l'alignement du macronisme au sujet de la préférence nationale — manifeste lors de l'adoption de la loi dite « immigration » en décembre 2023 —, de l'« assistanat » ou de l'« écologie punitive » explique peut-être l'acharnement du président et de son premier ministre Gabriel Attal à présenter le RN comme le parti russe en France, pour tenter de s'en distinguer.

LR, lui, fait souvent le choix de la surenchère. Son président Éric Ciotti assume de parler de « grand remplacement » ou refuse de condamner les actes violents de militants d’ultradroite aux cris d’« Islam hors d’Europe » après la mort du jeune Thomas Perotto à Crépol en novembre 2023. M. Jordan Bardella l’a alors appelé à la modération sur France 2 : « *On ne répond pas à la violence dans la société par des expéditions punitives, une justice privée et des slogans vengeurs.* » En rupture avec la tradition gaulliste, M. Ciotti tend aussi à déborder le RN par un soutien inconditionnel autant que virulent au gouvernement d’extrême droite israélien. Et, sur l’immigration ou les normes environnementales, LR se montre toujours plus critique des politiques de l’Union européenne.

Oui à l’euro, oui à l’OTAN

Parfois Les Républicains pointent le manque de crédibilité du RN. « *Les Français ont un fort doute sur la compétence de Marine Le Pen, qui n’a jamais exercé la moindre responsabilité* », cherchait à se rassurer M. Laurent Wauquiez dans *Le Figaro* le 13 juillet 2023. Mais cet argument perd de sa force quand des hauts fonctionnaires comme M. Fabrice Leggeri rejoignent la liste de M. Bardella aux européennes, ou quand *Le Figaro* ou *Les Échos* ouvrent leurs colonnes à des experts qui légitiment les propositions du RN.

Ainsi la droite s’extrémise dans un jeu politique reconfiguré par une extrême droite qui a raboté les éléments les plus clivants de son programme. La présidente du conseil italien — désormais ralliée à l’atlantisme et à l’euro — affiche son amitié avec Mme Ursula von der Leyen (7). Après l’élection du 9 juin, la présidente de la Commission n’exclut plus une alliance de son groupe, le Parti populaire européen (PPE), avec celui des Conservateurs et réformistes européens (CRE), que les troupes de Mme Meloni constituent entre autres avec Vox ou le PiS. Les accords de coalition ont aussi amené les Démocrates de Suède à se résigner à l’adhésion à l’Union européenne, ou le PVV néerlandais à admettre un soutien militaire à Kiev. Quant à la mondialisation, elle n’oppose plus la droite — moins fanatique du libre-échange depuis la crise sanitaire et la constitution de la Chine en menace globale — à une extrême droite qui reformule la question en termes toujours moins sociaux, toujours plus civilisationnels.

De tels ajustements doivent servir un dessein dévoilé par le chef du groupe Fratelli d’Italia à la Chambre des députés sur Radio France Internationale (RFI) le 1er mai : « *une Europe qui gouverne sans les socialistes et sans ces groupes qui se définissent comme écologistes mais qui sont en réalité des éco-extrémistes* ». L’enjeu le plus immédiat du scrutin de juin réside en effet dans la capacité de la droite dure à remettre en cause la cogestion du Parlement par le PPE et les socialistes. Un système d’accords à géométrie variable pourrait s’y substituer. Dans l’Hémicycle prévaudraient des débats sociétaux toujours plus furieux ; et sur les sujets économiques, dans la coulisse, des arrangements toujours aussi opaques.

GRÉGORY RZEPSKI

(1) « A fresh wave of hard-right populism is stalking Europe [<https://www.economist.com/leaders/2023/09/14/a-fresh-wave-of-hard-right-populism-is-stalking-europe>] », *The Economist*, Londres, 16 septembre 2023.

(2) Lire Serge Halimi, « L’Europe dont nous ne voulons plus », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

(3) Lire Pierre Rimbart, « De Varsovie à Washington, un Mai 68 à l’envers », *Le Monde diplomatique*, mai 2018.

(4) Matthieu Jublin, « “L’écologie punitive”, une imposture des droites [<https://www.cairn.info/magazine-alternatives-economiques-2024-5-page-35.htm>] », *Alternatives économiques*, Quétigny, mai 2024.

(5) Roe Nahmias, « Geert Wilders : Change Jordan’s name to Palestine [<https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-390722,00.html>] », 20 juin.

(6) Cf. sur le cas français, Bruno Amable et Stefano Palombarini, *Où va le bloc bourgeois?*, La Dispute, Paris, 2022.

(7) Lire Benoît Bréville, « Le modèle Meloni », *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.

Lire aussi le [courrier des lecteurs](#) dans notre édition d'avril 1999.

Mot clés: [Politique](#) [Élections](#) [Parti politique](#) [Extrême droite](#) [Europe](#)
